



Dans le cadre de l'appel national, les organisations syndicales Fonction publique du Puy de Dôme appellent à un

**Rassemblement
Le 10 juin à Clermont-Ferrand,
17h30 devant la préfecture.**

L'heure est à la mobilisation !

Les grèves et manifestations, notamment le 15 mai n'ont reçu aucune réponse si ce n'est l'annonce d'une inacceptable remise en cause du droit de grève dans l'éducation et la Fonction publique.

Le projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » est en cours d'examen et doit passer à l'Assemblée Nationale à partir du 11 juin. S'y retrouvent toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, dispositions lourdes de conséquences pour les personnels, leur statut et le service public. Il en est ainsi notamment de l'extension du recours aux non titulaires, de leur gestion par les agences d'intérim, de la création de la position dite « de réorientation professionnelle » véritable antichambre pour de nombreux licenciements, du temps incomplet avec multi-employeurs...

Le gouvernement présente de nouvelles mesures de la Révision Générale des Politiques publiques. L'objectif essentiel de la RGPP est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique: 35000 à 40000 emplois par an! Cette RGPP se met en œuvre sans débat public, sans que soit posée la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire. Par exemple, la politique éducative du gouvernement porte atteinte à la capacité du service public d'assurer la réussite de tous les jeunes. Elle traduit le profond désengagement de l'Etat. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail, la mise en cause du statut et l'accroissement de la précarité. La RGPP est bien un outil de casse sans précédent pour l'ensemble de la Fonction Publique.

A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels. Aucune négociation salariale n'est aujourd'hui engagée en dépit de promesses gouvernementales ; pas plus sur la revalorisation des métiers.

Et le gouvernement prétend aussi imposer à tous sans débat de nouvelles dégradations en matière de retraites comme l'allongement à 41 annuités de la durée de cotisation alors que les décotes frappent déjà dur sur les pensions et que se prépare une mise en cause la référence au dernier salaire et aux six derniers mois.

Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population, nous exigeons ensemble :

- O Un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et la Fonction publique en partant des besoins de tous.
- O Un emploi public, stable, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire, pour en finir avec la précarité.
- O L'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions.
- O Un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.
- O Le retrait du projet de loi dit « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » et de celui sur le service minimum d'accueil remettant en cause les conditions d'exercice du droit de grève.
- O L'ouverture immédiate de négociations salariales visant à maintenir le pouvoir d'achat de la valeur du point d'indice.

Les organisations signataires soutiennent les luttes et les mouvements en cours dans différents secteurs (éducation, culture, recherche, impôts-trésor, douanes...), notamment les personnels qui ont décidé de poursuivre l'action par la grève reconductible. Elles appellent l'ensemble des agents à amplifier l'action et à faire du 10 juin un nouveau temps fort de mobilisation.